



Co-funded by the European  
Maritime and Fisheries Fund

**Objet : Atelier #2 des groupes de travail Ocean Metiss**

**Dates : 20-21 août 2018**

**Lieu : Moca, Saint-Denis, La Réunion**

**Auteur : Erwann Lagabrielle, Université de La Réunion**

**Version :  
1 - 19/02/2019**

Note importante : La saisie du verbatim a été effectuée dans un esprit de synthèse. Les propos rapportés ont été tenus oralement. L'auteur de ce rapport précise que la prise de note peut ne pas refléter exactement les propos tenus. Merci aux participants de nous faire part de leurs remarques et commentaires ([erwann.lagabrielle@univ-reunion.fr](mailto:erwann.lagabrielle@univ-reunion.fr)).

Objectif de l'atelier: Les participants ont été invités à réagir à la lecture du compte-rendu de l'atelier #1 du projet Ocean Metiss. L'atelier #1 a été organisé les 29-30 mars 2018 au Moca, Saint-Denis, La Réunion.

### **1 - GROUPE DE TRAVAIL 1 (lecture par E. Lagabrielle)**

- Bérénice Diaz (SPL Réunion) : Cartographie des projet et des étude sur EMR va être livrée (mois de septembre). Importance de la bancarisation des données.
- Gilles Ham Chou Chong (Directeur Général du Grand Port Maritime) : intervient pour souligner l'importance de cette cartographie des potentialités EMR
- Karine Pothin (RNNMR) : Interroge la zone d'intervention du projet, question de la sensibilité des données

### **2 - GROUPE DE TRAVAIL 2 (lecture par A. Mas)**

- Agnès Lavaud (SYPRAL): Schéma de mise en valeur touristique (quelle ambition ?). La capacité d'accueil/de charge/accessibilité des plages (concentration sur le lagon/bassin de baignade). Les ports sont sous-dimensionnés. Beaucoup à faire en termes de valorisation. Le volet tourisme et loisir est très lié à la pêche-plaisance. Importance de la R&D pour développer des EPI-requin. Il faut accélérer. La fréquentation des plages est très liée à l'activité économique. Il faut phaser l'action sur le risque requin.
- Gilles Ham Chou Chong (Directeur Général du Grand Port Maritime) : Pas de concurrence pour les financements FED/FEDER. Développement de la croisière. Si il n'y avait pas eu de hub à Maurice il n'y aurait pas de hub à La Réunion. Etat de délabrement des ports de plaisance (et non des ports de commerce). Manque de foncier : oui ! Il faut associer les besoins de foncier terrestre et maritime. Il faut un dialogue terre-mer. Cette dimension intégrée est très importante. Importance de la connectivité régionale.
- Pascal Viroleau (Iles Vanille) : Avec l'Association des Ports de l'Océan Indien : démarrage d'une étude de faisabilité sur les cibles et les moyens à mettre en œuvre pour les atteindre. Avec montée en gamme et montée en volume.
- Agnès Lavaud (SYPRAL) : Financement en termes d'investissement, une île qui est soumise à des aléas très forts. Problème de maintenance. Cette notion de « pérennité » doit être intégrée. Notamment les équipements sur les espaces naturels.
- Intervention d'Annabel Céleste (Université de La Réunion) qui présente ses travaux de thèse en géopolitique maritime de l'océan Indien

### **3 - GROUPE DE TRAVAIL 3 (lecture par E. Lagabrielle)**

- Karine Pothin : Nécessité de transformer/valoriser le capital de hydroréunion. Patrimoine doit être protégé, c'est la condition de réalisation des autres activités
- Représentant REUNIMER : Succès filière aquacole/structuration. Mais arrêt de CAPRUN (passerelle recherche-action) ce qui est regretté (et non un échec) / C'était un centre technique d'appui à la pêche
- Priscilla Barrère (GPMDLR) : Schéma directeur du patrimoine naturel benthique/ycthiologique ) la rivière de galets. Sujet important du trait de côte. Engravement. Travail avec le CEREMA sur un suivi observationnel pour recharger/décharger les sédiments.
- Pascal Viroleau (Iles Vanille) : Outil de mesure de l'impact environnemental de la croisière. Rencontre prévue avec l'Université de La Réunion, c'est important pour le secteur croisière.
- Julie Couriaut (AFD) : Projets au service de la COI. Modèle Aladin (prévision 20-30 ans) déployé sur pays de la zone

### **4 - GROUPE DE TRAVAIL 4-5 (lecture par E. Lagabrielle)**

Pas de remarques des participants

### **5 - GROUPE DE TRAVAIL 6 (lecture par A. Mas)**

- Julie Couriaut (AFD) : AFD bailleur de fond (adap'action). « Fond vert+AFD » mise en œuvre 2020.
- Anna Mas (Conseil Régional – Ocean Metiss) : La COI a suggéré de lister les organismes/les données
- Gilles Ham Chou Chong (Directeur Général du Grand Port Maritime) : croisière... Ca avance, en phase d'appel d'offre pour évaluer la capacité d'accueil et la mettre à niveau (quantitatif/qualitatif). Fédération Réunionnaise du Tourisme harmonisation de l'accueil dans les offices du tourisme (préparer l'escale pour les touristes). Enjeu de développement du tourisme = environnement. Seuls les Seychelles ont limité l'accueil (2000 touristes+1000 personnels). Exemple 3 navires = 10000 personnes au Port de La Réunion. Filière de réparation des navires à mettre en place. Exemple des navires de la marine qui vont se faire réparer à Maurice. Créer un centre de formation (des dockers, etc.) plutôt que d'aller en Afrique du Sud ou en métropole. Aspect avitaillement : nourriture à faire monter à bord. Le territoire peut fournir (800000 œuf !). Une délégation chinoise est venue sur la Route de la Soie : mais lignes directes existent déjà sur Chine-Afrique. Chaque semaine il y a un navire de Shangai qui vient à La Réunion.
- Jack Gautier (Conseil Régional – Elu) : Développement, impacts écologiques, retombées économiques ? 25000 euros par habitant. Il faut une croissance du PIB.

On est à 63% du niveau national en terme de PIB. A travers tout ce qui touche la nouvelle économie, il faut créer un milieu propice à l'enrichissement. Nous voyons des transformations profondes. 1/3 des produits manufacturés viennent de Chine-Inde via Afrique. Allons rester étranger à la route maritime de la soie. Comment pourrions nous nous intégrer. On voit que à Ceylan les chinois on racheté les installations, etc. et à la Réunion ? On est dans le cadre UE, il faut améliorer la circulation des richesses.

- Julie Couriaut : Etude croisière, étude de l'APOI+Iles Vanille financé par Interreg/contre-partie AFD. L'AFD insiste sur les impacts environnementaux et sociaux de la croisière. Deux formations régionales OI vont être mises en place à la Réunion : métiers maritime. Deux projets FFEM/APOI/AFD : projet IONet.

- Virginie Cordier (Université de La Réunion) : Enquête : Entretiens et questionnaire d'étude. Risque requin. La majorité des personnes en lien avec le risque requin ont le sentiment de ne pas être entendu. Nouveau métier a été créé = Vigie Requin Renforcé (innovation mondial). Capacité à réagir.

- Jack Gautier (Conseil Régional – Elu) : Il y a des risques, il y a des mesures adaptées, mais quand je vois à Surfer Paradise, les plages sont fréquentées malgré le risque en Australie. Il y a le sentiment grâce aux hélicoptères/vigies que le risque est maîtrisé. Ce risque à La Réunion nous empêche de fréquenter la mer car on ne permet pas de le neutraliser. On crée une ambiance de peur, ils sont obnubilés par le risque requin. Il faut créer un climat d'adaptation au risque requin. Il faut des normes et des règles adaptées. La Réunion n'est plus une destination voulue à cause de cela. Au-delà du technique il y a un aspect sociétal à aborder.

- Hervé Geollot (Vigie Requin Renforcée) : On a un arrêté préfectoral qui est annoncé dans les avions, dans les navires... Notion de responsabilité individuelle.

- Olivier Dupéré (Université de La Réunion) : La notion de responsabilité individuelle existe en France aussi. Arrêt de la cour d'appel de Bordeaux 28 mai 2018 : imprudence.

- Jack Gautier (Conseil Régional – Elu) : Aménagement du front de mer à Durban/Saint-Denis. Les Sud-africains ont adapté la mer pour qu'elle soit utile. Nous n'avons pas bougé le petit doigt.

- Maricica Cojocar (Chargée de mission tourisme chez Conseil régional de La Réunion) / Fédération du Tourisme : COS tourisme présidé par le préfet/président CR/etc., a mis en place une action « bassin de baignade ». La réglementation française impose des études/limites pour les bassins de baignade. Il s'agit d'alternatives à la baignade. Assises du tourisme le 17 septembre / Mise en œuvre d'un nouveau schéma volcan-nature-découverte-culture (sur le volet balnéaire : eau sous toutes ses formes, exclusion de la baignade en mer). Il y a une volonté politique : il faut sensibiliser les politiques à ces priorités. La Réunion est une destination de montagne (70% métropolitains, plutôt montagne et la mer est un bonus).

- Virginie Cordier (Université de La Réunion) : Les touristes venaient pour la mer.

- Jean-Francois Rebeyrotte (Service Régional de l'Inventaire): Randonnées sub-aquatiques, Sorties baleine. Le seul moyen d'accès à la mer historique était le bateau. La Réunion doit rester une destination « Mer ».
- Anna Mas (Conseil Régional – Ocean Metiss) : Annonce le séminaire risque requin de décembre 2018 (note : sera reporté en mars 2019).
- James Caratini (Association Sciences Réunion) : En termes de responsabilisation, la problématique « baleine ». Il faut analyser la mise en place touristique (impact économique très important !). Il faut règlementer, il faut encadrer. La seule activité possible. La liberté absolue est encore en cours pour l'observation des baleines. Il faut anticiper pour préserver cette liberté.
- Secrétaire comité de plongée : Plongeurs sont très impliqués, c'est très positif. La « Confrérie de la Mer », a permis de jeter un pont.
- Anna Mas (Conseil Régional – Ocean Metiss) : Question de la professionnalisation en général = Groupe de travail 4
- Virginie Cordier (Université de La Réunion) : Professionnalisation des Vigie Requins, besoin de conseil juridique, besoin de financements,
- Hervé Geollot (Vigie Requin Renforcée) : Formation des vigies, en aucun les formations ne sont reconnus par les OPCA (qui ne sont pas adaptés aux métiers de la mer). Formation d'un vigie chasse/plongée/permis bateau/plongée pro. C'est un personnel qui observe dans l'eau et peut faire de menus travaux. L'argent c'est le nerf de la guerre. Merci à la région/Etat pour investissement dans le dispositif.
- Jean-Francois Rebeyrotte (Service Régional de l'Inventaire): On rencontre des difficultés pour mettre en place les formations sur la formation.
- Virginie Cordier (Université de La Réunion) : Il y des opportunités de créer des emplois dans un secteur ou les personnes exercent en marron.
- Maricica Cojocararu (Chargée de mission tourisme chez Conseil régional de La Réunion): Dans le schéma du tourisme est prévu la montée en compétence
- Représentant ARIPA : Manque de main d'oeuvre, déjà souligné dans les états généraux de l'outre mer. Navires vieillissant. Retour des aides au renouvellement de la flotte de pêche. Limiter les conflits d'usage avec des pêcheries bien délimitées. Il faut des marins/mécaniciens/capitaines qui puissent exercer à la Réunion. Manque de possibilité de construire/entretenir. Un nouvel opérateur s'est installé à la Réunion. Il faut un chantier naval à la Réunion ! Ecole d'apprentissage maritime + Lycée de la mer (Région) est fortement attendu. Des marins de pays tiers à bord. Règle de l'organisation du travail. ARIPA 60 % de marins étrangers, désormais il y a « seulement » 40% de marins étrangers.

- Anna Mas (Conseil Régional – Ocean Metiss) : Le manque de formation = « fuites économiques ». Il existe une/des fiches INTERREG 9.1 & 3.4 avec des financements pour la pêche et la formation en général.
  
- Jack Gautier (Conseil Régional – Elu) : Synergie : N'a pas trouvé de financement. Tamatave : port va se développer avec les investissements japonais.
  
- Olivier Dupéré (Université de La Réunion) : 1 - Etude du système de planification national 2 – Analyse juridique détaillé (que pourrait-il se faire ?).
  
- Jean-Francois Rebeyrotte (Service Régional de l'Inventaire): Licence pro de médiation culturelle (CNU 76) /Formation de Guide-Conférencier / Mise en place d'actions de communication / Question de l'appropriation des sites culturels